

PAR AMOUR POUR LA FRANCE



Collection particulière

HONNEUR ET PATRIE

*La véritable stature du général Louis Rivet,
maître du Renseignement français
de juin 1936 à avril 1944*

Le général André Rivet est méconnu des Français alors qu'il fut l'un des hommes les mieux renseignés en France avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. L'AASSDN estime de son devoir de faire découvrir celui qui a fait preuve des plus hautes valeurs morales et intellectuelles pendant près d'une décennie à la tête des services spéciaux français.

L'homme,

Louis Rivet naît le 3 janvier 1883, à Montalieu-Vercieu, dans l'Isère, à mi-chemin entre Lyon et le lac du Bourget. Son père est menuisier. Il travaille trois ans avec lui avant de choisir la carrière militaire. Il s'engage en 1903 au 140^e régiment d'infanterie à Grenoble. Il est nommé sergent en 1905, puis rejoint l'École d'infanterie de Saint-Maixent en 1908, dont il sort sous-lieutenant en 1909.

Il est affecté au 30^e régiment d'infanterie, passe lieutenant en 1911, puis est affecté au 2^e régiment de tirailleurs algériens fin mars 1913. Il prend part à la bataille des Frontières avec la fameuse Division marocaine, et est grièvement blessé au combat le 24 août 1914 à Florennes (Belgique). Il est cité à l'ordre de l'Armée. Mais

il est fait prisonnier par les Allemands et reste en captivité jusqu'en octobre 1918.

À son retour en France, il est affecté au 2^e Bureau de l'état-major (EM), à l'Armée du Rhin à Mayence, puis rejoint la Mission militaire française en Pologne (avec le capitaine de Gaulle), sous les ordres du général Weygand. Il se spécialise alors sur l'Allemagne, et est affecté successivement en Rhénanie avec contrôle des postes de renseignement d'Aix-la-Chapelle, Düsseldorf et Mayence, puis à Belfort, Centrale du renseignement sur l'Allemagne. Nommé à Lille, orienté sur l'Allemagne du Sud et ce qui deviendra le Benelux, puis à Paris, il prend le commandement du 2^e Bureau de l'EM avec le grade de lieutenant-colonel.

Après la défaite, replié dans le Sud-Ouest, il prononce le 25 juin 1940, le serment de Bon-Encontre, s'engageant à poursuivre la guerre du renseignement et organisant un réseau clandestin, sous le couvert de l'EM de l'armée de Vichy. Louis Rivet rejoint Alger en novembre 1942 et est mis à la retraite en avril 1944 avec le grade de général de brigade. Il décède en 1958.

Tout au long de sa carrière, Louis Rivet fait montre de qualités que ses subordonnés n'ont cessé de souligner : jugement exceptionnel, bon sens, équilibre, caractère égal, grande élévation morale, habileté dans le travail, culture historique, avis pertinents. Le futur général Henri Navarre ajoute :

« L'honnêteté intellectuelle et l'honnêteté tout court étaient d'ailleurs, aux yeux du colonel Rivet, des qualités primordiales. Il est en effet évident que des officiers et fonctionnaires qui manient des agents et emploient des fonds sans contrôle sérieux possible, doivent être moralement dignes de la plus absolue confiance. »

Se révélèrent également son refus de la gloriole, sa modestie, son désintéressement, le respect du devoir et de la règle, sans jamais demander quoi que ce soit pour lui-même. Une opiniâtreté aussi, pour démontrer sans cesse aux politiciens « du dessus », les dangers menaçant la Patrie.

Le chef, l'organisateur, et l'animateur de réseaux

Les services de renseignement militaires ont fourni à l'EM tous les renseignements dont le gouvernement et le Haut commandement avaient besoin pour contrer l'attaque de mai 1940.

En sa qualité de chef du 2^e Bureau de l'EM, Louis Rivet suivait de près tous les postes, antennes d'information et d'action en métropole, en Europe, dans l'Empire colonial d'alors (jusqu'à Tien-Sin en Chine!). Depuis la Centrale parisienne du 2 bis avenue de Tourville, il perfectionna une organisation qui n'avait cependant pas toute l'attention du

commandement. Sous ses ordres, une soixantaine d'officiers, sous-officiers, agents technico-administratifs divers, avant la mobilisation : des hommes cultivés, polyglottes, égrégories¹ et patriotes, habitués des « sports de l'esprit » comme de la chasse, du sens de l'observation, d'une forte mémoire, de beaucoup d'intuition et de sang-froid, formés par le secret en un « apostolat exclusif », hors de toutes « préoccupations politiques ou de sentiments confessionnels », selon les principes insufflés par leur chef.

Avec son « flair de vieux routier » (dixit le général Henri Navarre), prêt à flairer tous les pièges ennemis et à conseiller lors d'opérations délicates suivies avec circonspection, le lieutenant-colonel Rivet se mobilisa jour et nuit. Le voici, serein ou nerfs tendus, à son poste de « guetteur » – expression à lui –, à la veille de la guerre :

« Avare de ses mots, incorrigible fumeur de ninas, totalement voué à son travail, impressionnant avec son regard perçant, son visage buriné et sa mâchoire énergique, il est debout dès 6 heures en son appartement du square de Latour-Maubourg, et dès 7 heures surgit à son bureau du "2 bis". Non seulement il est depuis six ans le véritable "architecte" de "la Maison", mais il est aujourd'hui le Français à mieux connaître les forces de la vie mondiale et les acteurs qui la déterminent. »

La Centrale orienta en effet stratégiquement le travail des diverses sections géographiques. L'action fut très intense contre l'Allemagne : le service concerné compta entre 1933 et 1940 près de 1 500 « renseignants ». Des « haut placés » : le frère d'un général, la femme d'un archiviste de l'état-major, un officier autrichien antinazi devenu proche de Canaris et chef du Service Action de l'Abwehr, un père jésuite bien introduit en Europe centrale, un syndicaliste réfugié en Hollande ami de la fille d'un général influent, mais aussi d'autres « moyens » ou « petits », des personnels retournés, appointés ou tenus par le chantage, « tamponnés » sur leurs compétences, leurs défauts ou leurs engagements politiques, parfois recrutés sur petites annonces d'attrapes. Groupes étayés de « Honorables Correspondants » occasionnels, placés ou circulant au cœur du Reich hitlérien, de commerciaux, d'industriels, de journalistes nationaux ou étrangers ... Ensemble de sources, relayées plus ou moins par la chaîne des consulats implantés autour d'une ambassade à Berlin, forte de ses attachés militaires. Sur le terrain, l'apport par les hommes, au recrutement coûteux et risqué, ne formait que 10 à 20 % des sources. Comme aujourd'hui, le reste dépendait des sources ouvertes : dépouillement de livres, de revues spécialisées, de bottins téléphoniques, de journaux – dont les rubriques de la presse locale, foisonnante de données.

1/ Concept désignant un esprit de groupe constitué par l'agrégation des intentions, des énergies et des désirs de plusieurs individus unis dans un but bien défini.

Le Reich hitlérien constituait l'ennemi principal, comme plus tard l'URSS. Avec des moyens limités, la « Maison » se montra à même de lutter contre le nazisme.



La machine Enigma

Des résultats reconnus par tous dès l'avant-guerre

Tout d'abord, l'obtention et l'accès au décryptage dès 1934 des codes, qui permirent de vaincre la machine allemande de chiffrement des messages militaires et policiers « Enigma », réputée inviolable. Résultat obtenu grâce à une étroite collaboration avec le SR polonais, excellent en sciences mathématiques et en logique de décodage, instrument technique récupéré par l'Intelligence Service (IS) en 1940 qui en affichera la paternité *a posteriori*. Observé au début avec scepticisme par Rivet qui douta de l'entreprise jusqu'à ses résultats après huit ans de recherche, il en couvrit cependant les frais, permettant au commandant Gustave Bertrand et à son équipe de dynamiser un service technique *ad hoc*, étayé par une habile gestion de contre-espionnage.

Autre succès : la découverte fin 1937 du plan de guerre présenté par Hitler comme « son testament », lors d'une conférence ultrasecrète devant les seuls représentants des trois armes, le 5 novembre à Berlin. Cet exploit fut réalisé au nez et à la barbe de l'Abwehr. Transmises à Paris, ces données n'eurent aucun écho immédiat auprès de l'état-major français, ni du ministre impliqué, Édouard Daladier.

Le travail « ordinaire » aboutit à l'annonce prédictive, puis en temps rapproché et réel, des attaques contre l'Autriche en mars 1938, contre la Tchécoslovaquie et contre la Pologne ensuite. Ce qui permit la reconstitution d'un ordre de marche ennemi évolutif, de décembre 1939 à mai 1940, jusqu'au décryptage par plusieurs sources de l'attaque finale, terrestre et aérienne.

Sous l'occupation, la résistance des réseaux, sous l'égide de Louis Rivet

Placé en retraite *par limite d'âge et décret du 2 août 1940*, Louis Rivet fut réintégré derechef par le ministre de la Guerre Louis Colson le 20 du même mois, « à titre civil ». Cela lui permit d'assumer des missions dans des conditions inédites, hors armistice. Dès lors, permanente, ductile, camouflée au mieux face aux contraintes de l'occupation et aux ruses ennemies, appuyée par des femmes et des hommes isolés de la logique politicienne du sommet, une lutte fut engagée, rafferme par les liens indéfectibles avec les alliés d'avant. Mais discrètement par rapport à un état-major plus ou moins soumis à des ministères fluctuants, voire douteux et dangereux pour le SR.

Soutenu par le général Weygand, Rivet élaborait un plan de camouflage des Services, signé sans objection par le maréchal Pétain : répartition des effectifs, faux papiers, utilisation de pseudo pour les agents conservés dans le Service ; maintien des postes et antennes européens, et au-delà ; camouflage du renseignement et du CE (contre-espionnage) par des étiquettes trompeuses ; maintien d'un « 2B » (2^e Bureau) amputé par l'interdit de sa Section « Allemagne », qui en fait fut la seule qui fonctionnera intensément ; « grattage » et dissimulation des lignes comptables ; sauvegarde du matériel ; protection des archives ... le tout sous la surveillance des commissions d'armistice adverses. L'ensemble de ses activités étaient couvertes par un décret « officiel » du 5 août 1940 supprimant apparemment le SR, tout en gardant un 2^e Bureau de l'état-major des Armées toléré par l'occupant.

Prima dès lors *le suivi de l'armée allemande* au Nord, et surtout ses forces dans le Sud-Ouest, prêtes à traverser l'Espagne avec leurs parachutistes entraînés dans les Pyrénées pour s'emparer de Gibraltar. Fut ainsi signalé Himmler, arrivé au KDS (*Kommandostab*) de Bordeaux le 17 octobre 1940, à Dax le 18 pour parler à la division *Totenkopf*, puis à Madrid le 19, pour préparer la rencontre Hitler-Franco du 23 suivant.

Début 1941, après le naufrage d'un navire allemand et la récupération de documents, fut découverte l'attaque à venir de l'URSS, envisagée par Hitler dès l'échec de la bataille d'Angleterre avérée. Rivet décida en mars suivant d'informer le SR concerné. Hors ambassade française, il

envoya en mission à Moscou le responsable de la Section russe du Poste 2 à Vichy, Joseph Lochart, transformé en « *attaché militaire adjoint* ». Celui-ci rencontra les colonels Gherassimov et Dragoun, le Major Sizov et le maréchal Joukov, chef de l'EM de l'Armée Rouge.



Pyotr Bernstein

Gueorgui Joukov (1896 - 1974) est l'officier général le plus décoré de l'Union Soviétique. C'est devant lui que les forces armées allemandes capitulent, le 8 mai 1945.

Cependant face à ce qu'il considéra comme les trahisons de la collaboration en marche, le chef du SR déposa par trois fois sa démission au gouvernement de Vichy : une pour répondre aux tentatives de Darlan et de « ses marins » de s'emparer du SR à leur profit et à celui des Allemands (octobre 1941), puis une, huit jours après le rappel de Weygand d'Afrique du Nord (novembre 1941) et sa mise en résidence surveillée jusqu'à son arrestation ultérieure (1942).

Une troisième fut rédigée après que le 23 mars 1942, Darlan ait fait connaître au général Picquendar, chef d'état-major de l'armée d'armistice, les changements qu'il souhaitait dans le SR. Celui-ci accorda un délai à Rivet, reconnaissant qu'il ne pouvait être remplacé « sans inconvénients graves », ce qui permettrait de lui choisir un successeur. Mais juste après, comprenant que Laval, qui venait de reprendre le pouvoir de chef du gouvernement sans entraves le 18 avril 1942, visait à rogner, voire à supprimer les services de renseignement qui restaient de sa compétence en tant que Commandant en chef des Armées, il se ravisa, la lecture d'une note sous timbre de l'EMAT concernant la situation de l'armée américaine, lui montrant l'intérêt de rattacher directement à lui-même tous les services, en évitant surtout de les abandonner à la présidence du Conseil.

« *Le SR lui fut directement rattaché et, à cette date en 1942, il s'en rendit lui-même responsable devant Laval. La lutte fut si âpre que Laval et Darlan durent aller s'expliquer chez le Maréchal. Pour éviter la dispersion, cause d'ennuis multiples, le SR fut unifié et c'est à cette époque que les trois sections : Air, Marine et Guerre furent placées sous le même commandement de Rivet avec le CE.* » (Archives privées)

L'action outre-méditerranée

Cependant la nécessité d'une rupture avec le collaborationnisme se révéla à de nombreux membres du Service et, à la veille du débarquement allié du 11 novembre 1942, Rivet décida de rejoindre Alger avec une poignée d'officiers : ils tournaient ainsi le dos à leur passé. Non seulement pour quitter un Laval qui s'était précipité le 9 novembre à Berchtesgaden prendre ses ordres auprès d'Hitler, mais surtout, pour continuer le combat autour de chefs qui allaient devenir officiellement pour Vichy, des « *dissidents* ».

Il fallut alors créer une nouvelle centrale à Alger, au sein de l'Armée d'Afrique aux ordres du général Alphonse Juin : relance des groupes « *TR anciens* » et les nouveaux, « *TR jeunes* » pour le contre-espionnage, du réseau SR « *Kleber* », confié d'abord à Gustave Bertrand qui avait par avance évacué hors de France ses hommes de Cadix, les décrypteurs polonais, espagnols et français d'*Enigma*.

En ces nouvelles « circonstances », il restait à perpétuer l'ancien SR, trouver des locaux appropriés (le « *café Maure* », notamment, caché derrière le Palais d'été) ; mobiliser techniques d'émission et de réception ; gérer des agents éparpillés dans l'espace sans cesse venant ou partant de l'AFN. Et aussi relancer les moyens disponibles de transports par route, air et mer – dont les sous-marins, notamment le *Casabianca* commandé par le capitaine de frégate Jean Lherminier qui aida à préparer la libération de la Corse dès décembre 1942.

Il est notable que le SR français réalisa à cette occasion deux exploits qui réussirent à rapprocher concrètement le renseignement technique (la « *guerre électronique* » numé-



Musée de l'Ordre de la Libération

Le sous-marin Casabianca, commandé par Jean L'Herménier a été lancé en 1936. Il est de la classe 1 500 t.



rique avant la lettre) et le renseignement humain, deux branches soudées indéfectiblement (« craquage » franco-polonais de la machine *Enigma*, système d'écoute sur les Lignes à Grande Distance (« LGD ») Paris-Metz-Berlin, bien connues, mais souvent négligée par l'historiographie spécialisée de la période de lutte contre l'hitlérisme de 1933 à 1945.

Ainsi, Louis Rivet, maître du renseignement et du contre-espionnage, entourés d'hommes et de femmes soudés autour de lui, portèrent des coups terribles à Hitler et au nazisme, au prix de nombreuses arrestations, tortures, déportations, Eux dont les noms restent à jamais gravés sur le mémorial de Ramatuelle, cette « pierre qui parle », chaleureusement évoquée par madame Marie Gatard, la fille si fidèle de l'un d'entre eux².

In memoriam

Il convient de mentionner les lettres émouvantes d'adieu et de félicitations que reçut Louis Rivet lors de sa mise à la retraite, avec le grade de général, de la part des responsables de l'IS (*Intelligence Service*), de ses vieux confrères et amis « du Renseignement », Menzies et Dunderdale. Il reçut par ailleurs la *Legion of Merit* par Roosevelt à Alger le 25 novembre 1944, l'honorant pour sa loyauté et son efficacité envers les SR alliés contre l'hitlérisme.

Son action déterminante resta cependant longtemps voilée par la communication faite par et sur d'autres acteurs

du renseignement et de la Résistance pendant cette période troublée, où le titre de « père du renseignement » fut âprement disputé.

Hommage lui fut rendu par la DGSE en 1982, en baptisant son seul grand-amphithéâtre du nom de « *Louis Rivet*, chef du SR officiel de juin 1936 à avril 1944 ».

Réouvrons nos livres d'histoire, en considérant ici humblement, comme notre seul dû, cette apostrophe de Louis Rivet *ex ante* :

« *Au fond de sa province, dans la sérénité d'une paix revenue, quelque historien nonchalant cédera peut-être à l'appel des perfides sirènes et s'en ira butiner sur les sentiers du RENSEIGNEMENT. Nous souhaitons que le merle moqueur, dans le voisinage perché, ne lui fasse point tenir pour vain ce divertissement³.* »

Hubert BRITSCH

membre de l'AASSDN

à partir de l'ouvrage de Michel Bergès, professeur de Science politique à l'université de Bordeaux

2/ Cf. Marie Gatard, *La Pierre qui parle*, Préface de Max Gallo, Paris, L'Esprit du livre, 2008, réédité sous le titre *Les Silencieux des Services spéciaux, 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 2022.

3/ Cf. Michel Bergès, *Louis Rivet*, « Le Guetteur », chef du Service de Renseignement français de l'armée de Terre. Quelques écrits, Janvier 2024, op. cit. note 1., p. 127.